

## TERMES DE REFERENCES

### Etude Approfondie sur l'Etat du Mouvement Francophone des Droits des Femmes et des Jeunes Femmes

#### Tableau récapitulatif

<b>Objet :</b>	Recrutement d'une consultante d'expertise internationale chargée de mener une <a href="#">étude approfondie sur l'état du mouvement des droits des femmes et des jeunes femmes francophones</a>
<b>Lieu :</b>	Travail basé à domicile
<b>Date limite de candidature :</b>	<b>21 juillet 2020 à Minuit GMT</b>
<b>Type de contrat</b>	Contrat Individuel de consultance
<b>Langues requises :</b>	Français et Anglais
<b>Durée du contrat :</b>	20 jours ouvrables répartis sur 5 mois
<b>Zone de Couverture :</b>	Grand Sud Francophone
<b>Durée de l'étude :</b>	5 mois (Août à Décembre 2020)
<b>Date de démarrage :</b>	1 <sup>er</sup> Août 2020
<b>Soumission de la Revue documentaire et du Rapport initial (4 jours) :</b>	30 Août 2020
<b>Soumission du rapport provisoire de l'étude (12 jours) :</b>	30 Octobre 2020
<b>Atelier de Validation (2 jours) :</b>	17 – 18 Novembre 2020
<b>Soumission du rapport final de l'étude (2 jours) :</b>	17 Décembre 2020
<b>Offre financière :</b>	15.000 Euros

#### I. À PROPOS DU FONDS XOESE

XOESE, Le Fonds pour les Femmes Francophones est une fondation féministe d'utilité publique créée le 1er septembre 2015 et basée à Lomé, au Togo.

La vision de XOESE est un monde où les filles, les jeunes femmes et les femmes jouissent pleinement de tous leurs droits humains fondamentaux dans un cadre économique, social et environnemental sain et durable, et ont des opportunités égales d'accès aux ressources et à la prise de décision au même titre que les garçons, les jeunes hommes et les hommes.

Sa mission est de mobiliser les ressources financières, matérielles et humaines afin de les réinvestir dans les initiatives des militantes et organisations de femmes et de jeunes femmes

pour faire avancer les droits des femmes, des jeunes femmes et des filles, leur autonomisation économique et l'égalité entre les sexes dans les pays francophones du Grand Sud.

Son but est de soutenir financièrement et techniquement la mise en œuvre des initiatives des organisations de femmes et de jeunes femmes dans les pays francophones du Grand Sud.

Les objectifs de XOESE sont de :

- Appuyer financièrement la mise en œuvre des initiatives promouvant les droits des femmes, des jeunes femmes et des filles ;
- Renforcer les capacités institutionnelles des organisations de femmes et de jeunes femmes ;
- Encourager et appuyer des initiatives innovantes d'autonomisation des organisations des femmes et de jeunes femmes.

## II. À PROPOS DE L'ÉTUDE

L'une des principales recommandations de l'Étude de faisabilité du Fonds XOESE (Septembre 2016) a été de mener **une étude approfondie sur l'état du mouvement francophone des droits des femmes et des jeunes femmes.**

Car il existe actuellement très peu d'informations disponibles sur le mouvement francophone féministe et des droits des femmes et des jeunes femmes, ses réalisations, ses défis et ses besoins, ses actrices. De même les conditions de travail des militantes ont été très peu documentées. L'étude cherche à combler ces lacunes en générant des données initiales sur ce mouvement dont on ignore bien des choses.

### 2.a. Objectifs de l'étude

- Documenter les leaders du mouvement :
  - leurs profils/backgrounds (affiliation organisationnelle, éducatif, capacité/domaine d'expertise professionnelle et sur le terrain, formations additionnelles, contributions apportées au mouvement dans le cadre de leur engagement en termes de résultats, d'impacts, etc.),
  - leur niveau d'influence au sein du mouvement, la nature et l'impact de leur travail,
  - comment elles sont perçues par les autres leaders, militantes ainsi que les militantes plus jeunes au sein de leurs communautés et par leurs audiences ;
- Cartographier :
  - les principales organisations, réseaux et plateformes des droits des femmes et des jeunes femmes opérationnelles dans chaque pays, sous-région et région et leur couverture géographique,
  - leurs capacités institutionnelles (structuration, méthodes de travail, etc.),
  - leurs contributions au mouvement,
  - comment elles collaborent avec d'autres organisations, réseaux et plateformes ;

- Documenter :
  - les principales réalisations/acquis, régressions en matière des droits des femmes et des jeunes femmes,
  - les actions individuelles et collectives, conjuguées, intentionnelles ou non intentionnelles qui ont contribué à ces réalisations/acquis, régressions dans chaque pays, sous-région et région,
  - les principaux défis et problèmes que rencontrent les militantes des droits des femmes et des jeunes femmes au sein des organisations, au sein du mouvement et de la part des acteurs étatiques et non étatiques,
  - les principaux défis et problèmes financiers et non financiers que rencontrent les organisations, réseaux et plateformes des droits des femmes et des jeunes femmes ;
- Initier
  - Des réflexions sur les approches de solutions à ces problèmes en vue d'informer les stratégies d'intervention à moyen et long terme du Fonds XOESE et de ses partenaires ;
- Faire la prospection
  - Des changements positifs que veulent les militantes et organisations des droits des femmes et des jeunes femmes et des stratégies à mettre en œuvre pour parvenir à les provoquer avec des délais rigoureux à décliner en étapes, dont s'inspireraient les théories du changement, plans stratégiques et programmations pluriannuelles des organisations et du Fonds XOESE et ses partenaires.

## **2.b. Utilisation**

- Les utilisateurs directs de l'étude incluent : le Fonds XOESE, les Fonds de femmes, les organisations de femmes francophones, les donateurs finançant les initiatives des femmes francophones dans le Grand Sud ;
- Les utilisateurs indirects incluent : les organisations de la société civile, les organisations partenaires, les gouvernements régionaux et locaux, les ministères, les agences des Nations Unies, etc.

Selon les résultats de cette étude, XOESE pourrait envisager d'élaborer une stratégie pour sa mise à jour régulière. Cela permettrait, à XOESE, aux organisations et à la communauté des donateurs de disposer d'informations fiables et à jour et d'une vue d'ensemble sur la situation des droits des femmes et des jeunes femmes dans le Grand Sud francophone.

## **2.c. Portée géographique de l'étude**

L'étude portera sur l'ensemble des pays francophones du Grand Sud ayant le Français comme langue officielle, co-officielle ou couramment utilisée en l'occurrence :

- les pays francophones d'Afrique subsaharienne (Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Équatoriale, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo)
- les pays francophones du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie, Liban, Mauritanie)
- le pays francophone des Caraïbes (Haïti)
- et le pays francophone du Pacifique (Vanuatu)
- ainsi que les 11 collectivités, départements et régions d'outre-mer français situées :
  - en Afrique (Mayotte, Réunion),
  - en Océanie (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna) et
  - en Amérique (Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Martinique, Guyane, Guadeloupe, Saint-Pierre-et-Miquelon)

### III. CONCEPTION ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Cette section présente l'approche méthodologique suggérée à la consultante afin de récolter des données quantitatives et qualitatives. La Consultante dans la mesure du possible, devra développer des instruments et méthodes de récolte des données, permettant de récolter des données ventilées par sexe et âge. Ces instruments doivent permettre de trianguler les données autant que possible.

#### 3.a. Étude documentaire

La Consultante conduira une étude documentaire des documents clés sur le travail des militantes des droits des femmes tels que des publications, rapports d'activités, matériaux de communication, vidéos, enregistrements, etc.), résultats de processus internes et/ou matériaux pertinents de sources secondaires.

#### 3.b. Échantillonnage

La méthode d'échantillonnage proposée pour la collecte de données sera celle de l'échantillonnage non probabiliste de commodité. Le choix de ce type d'échantillonnage est justifié par les délais de réalisation qui sont assez court ainsi que le budget disponible pour cette étude. La Consultante devra ajuster ou affiner la méthode proposée dans le rapport initial.

#### 3.c. Rapport initial

À la fin de la phase d'étude documentaire et avant la mission sur le terrain (physique et virtuel), la Consultante préparera un bref rapport initial. Ce document sera écrit en Français et inclura les éléments suivants :

- Les éléments clés des Termes de Référence (TdR) afin de démontrer que la Consultante adhèrera aux TDR ;
- L'approche méthodologique de l'étude afin de préciser comment elle prévoit de recueillir les données nécessaires pour répondre aux exigences de l'étude et de souligner les limites de la méthodologie le cas échéant ;

- Un plan de travail détaillé ;
- Les Outils de collecte des données.

Le rapport initial sera discuté et approuvé par l'équipe de coordination de la mission.

### **3.d. Mission sur le terrain (physique et virtuel)**

Dans le cadre de l'étude, la Consultante fera des entretiens avec les parties prenantes clé du mouvement des femmes francophones : les responsables de XOESE, les fonds de femmes, les têtes de réseaux des organisations de femmes, les responsables d'organisations de différentes tailles et œuvrant à différents niveaux (local, national, régional, international, leur personnel, les donateurs et autres partenaires intervenant dans le Grand Sud francophone basés localement ou ailleurs, les ministères du Genre et de la planification.

**La Consultante utilisera le format le plus approprié pour ces entretiens qu'elle spécifiera dans le rapport initial.**

Elle devra également recueillir des informations directement auprès des féministes et militantes y compris celles agissant au niveau communautaire dans les régions francophones ciblées.

Pour enrichir la triangulation, si le budget et le calendrier le permet, la Consultante pourra organiser des discussions de groupe et les interviews individuels/communautaires sur la base des questionnaires spécifiques.

**Il est obligatoire de recueillir des informations auprès des avec les parties prenantes clé du mouvement de femmes francophones susmentionnées.**

### **3.e. Rapport final**

Le rapport final doit respecter le format suivant et être écrit en Français, avec un résumé qui sera traduit en anglais :

- **Page de couverture**
- **Table des matières**
- **Liste d'acronymes**
- **Résumé exécutif** : il doit être un résumé indépendant, décrivant le mouvement, les principaux constats de l'étude, les conclusions et les recommandations (2 pages maximum).
- **Informations générales** sur le mouvement francophones des femmes et des jeunes femmes
- **Méthodologie** : la méthodologie utilisée devra être décrite, les preuves de triangulation des données fournies et les limites de cette méthodologie présentée.
- **Principaux résultats, Constats & Analyses** : cette section inclura l'analyse globale sur l'état du mouvement francophone des droits des femmes et des jeunes femmes et fournira des réponses aux questions de l'étude ainsi que les constatations reposant sur des preuves tangibles. Les problématiques transversales seront intégrées de manière systématique ainsi que les résultats involontaires ou imprévus générés par les actions, comportements ou pratiques des militantes et/ou de leurs organisations.
- **Conclusions** : elles seront formulées en synthétisant les principaux résultats, constats et analyses.

- **Leçons apprises et bonnes pratiques** : l'étude doit souligner les leçons qui peuvent être appliquées autre part par d'autres défenseuses au sein du mouvement afin d'améliorer la performance, les résultats ou l'impact de leur travail, et identifier les bonnes pratiques - les pratiques à succès découlant de ces leçons qui valent la peine d'être reproduites.
- **Recommandations** : celles-ci devront être aussi réalistes, opérationnelles et pragmatiques que possible. Elles devront soigneusement prendre en compte les circonstances actuelles du contexte et les ressources disponibles pour une mise en œuvre effective. Elles doivent découler logiquement des conclusions, leçons apprises et bonnes pratiques. En outre, le rapport devra spécifier qui doit prendre des mesures et à quel moment. Enfin, les recommandations devront aussi être présentées par ordre de priorité.
- **Annexes** : elles devront être listées et numérotées et inclure au moins les éléments suivants : la liste des documents pour l'étude documentaire, la liste des personnes interrogées, les instruments/outils de collecte des données ainsi que les TdR, les tableaux et graphiques.

Le rapport final doit être envoyé avant la date convenue de fin du contrat de consultance.

### 3.f. Débriefing avec XOESE et Atelier de Validation

La Consultante devrait effectuer des débriefings réguliers, selon un calendrier qui sera convenu, avec l'Equipe de coordination de l'étude à XOESE sur le rapport préliminaire, ses progrès et défis, et le rapport provisoire. La Consultante facilitera aussi un Atelier de validation de l'étude (2 jours) avec les responsables clés du mouvement. Les retours et commentaires de l'équipe et de l'Atelier devront être intégrés dans le rapport final.

## IV. LIVRABLES

Produits	Date limite
1. <b>Revue documentaire et du Rapport initial (4 jours):</b>	30 Août 2020
2. <b>Rapport provisoire de l'étude (12 jours) :</b>	30 Octobre 2020
3. <b>Atelier de validation du rapport provisoire (2 jours) :</b>	17 – 18 Novembre 2020
4. <b>Rapport finale de l'étude (2 jours) :</b>	17 Décembre 2020

**Tous les produits devront être soumis en français et en format Word.**

## V. L'OFFRE FINANCIERE

Le budget disponible est d'un montant total de **15.000 (quinze mille) euros** et inclut les honoraires de la consultante et tous les autres frais afférents à la mission en l'occurrence :

- a. **les honoraires de la Consultante : 8.000 euros soit 400 euros par jour;**
- b. les frais de communication : 1.000 euros ;
- c. l'achat de logiciels : 1.000 euros ;
- d. la sous-traitance : 5.000 euros.

## VI. QUESTIONS LÉGALES ET ÉTHIQUES

La propriété du rapport (préliminaire et final) appartient exclusivement à XOESE et au bailleur concerné. Le document, ou toute publication relative à celui-ci, ne sera pas partagé avec quiconque à l'exception de XOESE avant que ce dernier ne décide de le partager avec d'autres partenaires et/ou de le publier. XOESE est le destinataire principal de l'étude.

### 6.a. Droits de propriété intellectuelle

Tous les documents qui seront exploités par la Consultante dans le cadre de cette étude, reste la propriété des organisations et des personnes qui le mettront à la disposition de XOESE et de la Consultante.

### 6.b. Ethique

XOESE accordera une attention particulière au respect des valeurs éthiques dans le déroulement de l'étude et en particulier :

- A l'indépendance de l'équipe de la consultante ;
- Au respect de l'anonymat et de la confidentialité des personnes interrogées ou des sources de vérification ;
- A la rigueur et au respect de l'exactitude des données utilisées pour l'analyse et les résultats du rapport.

## VII. RESPONSABILITÉS

- La consultante et l'ensemble du personnel recruté pour les besoins de l'étude devront toujours respecter les règles de sécurité et de confidentialité : une décharge sera signée par chacune d'elle à cet effet.
- Pour la collecte de données, la Consultante pourrait utiliser l'opportunité des rencontres régionales ou internationales pour rencontrer et s'entretenir avec des militantes. Dans la mesure du possible XOESE prendra en charge tout ou une partie des frais liés à ces déplacements internationaux, régionaux ou nationaux.

- La consultante devra avoir ses propres équipements nécessaires à l'étude (ordinateur, appareil photo, téléphone, etc.). Le cas échéant il devra préciser suffisamment à l'avance ses besoins à XOESE qui examinera comment il pourrait au mieux l'appuyer.

## VIII. PROFIL DE LA CONSULTANTE

### 8.a. Qualifications et Expériences

L'étude sera réalisée par une Experte en genre et droits des femmes ayant le profil suivant :

- Diplôme d'études supérieures en sciences sociales, genre et développement ou dans un domaine connexe,
- Connaissances approfondies du mouvement féministe et des femmes et jeunes femmes,
- Au moins 7 années d'expérience progressive de travail dans le domaine du genre, des droits des femmes et du développement,
- Au moins 5 ans d'expériences professionnelles dans la coordination, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets,
- Compétences en Gestion d'information statistique et économétrie,
- Compétences de communication et expérience dans la facilitation d'ateliers,
- Compétences à écrire des rapports clairs et utiles (fournir des exemples de travaux précédents),
- Avoir mené une étude similaire constituera un atout,
- Parfaite maîtrise du français et capacité à s'exprimer couramment en anglais,
- Capacité à gérer le temps et les ressources imparties et à travailler dans des délais courts,
- Indépendance par rapport aux parties impliquées.

### 8.b. Composition du dossier de candidature

- Lettre de demande,
- CV détaillé,
- Méthodologie,
- Proposition d'une matrice pour l'étude,
- Plan de travail,
- Budget détaillé pour la réalisation de l'étude basée sur l'offre financière.

**Pour postuler, veuillez envoyer votre dossier par courriel à l'adresse suivante: [prestations@xoese.org](mailto:prestations@xoese.org). Date limite : 21 juillet 2020 à Minuit GMT**

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité et recevront une réponse.

**Pas d'appels téléphoniques s'il vous plait.**